

ÉDITO

Ethiopie : l'accord de paix entre le gouvernement Abiy et le TPLF comporte de nombreuses zones d'ombre

Emmanuel Goujon



Gérant de la société de conseils Approche Globale Afrique (AGA) qu'il a créée en 2011, Emmanuel GOUJON travaille depuis plus de 25 ans sur l'Afrique subsaharienne et notamment sur l'Ethiopie. Il a été journaliste

et correspondant de guerre pour plusieurs médias, dont l'Agence France-Presse, basé pendant 13 ans en Afrique. Il est aujourd'hui spécialiste de la veille pays, de la prévention/gestion de crise et des relations publiques

Le conflit entamé en novembre 2020 a fait des dizaines de milliers de morts, laissé des milliers de femmes violées, provoqué des déplacements de population massifs et une famine comme on n'en n'avait plus vue en Ethiopie depuis les années 80. L'accord de paix demeure un espoir pour l'Ethiopie même s'il ne règle pas tous les conflits en cours dans le pays.

Le 2 novembre 2022 à Pretoria, le gouvernement éthiopien et les dirigeants de la région du Tigré, dans le nord du pays, ont convenu de mettre fin à deux années d'une guerre sanglante et dévastatrice. Les dirigeants assiégés du Tigré ont accepté de désarmer leurs forces et de rétablir l'autorité fédérale dans la région. En échange, l'armée éthiopienne et les troupes érythréennes, qui combattent aux côtés des forces fédérales, ont stoppé leur avancée vers Mekele, la capitale du Tigré, et Addis Abeba a commencé à laisser passer l'aide humanitaire, bloquée depuis fin août et la reprise des

combats. La lecture de l'accord de paix laisse penser que le Front Populaire de Libération du Tigré (TPLF, ancienne rébellion tigréenne qui a dirigé l'Ethiopie de 1991 à 2018) a accepté une reddition sans condition. Mais en vérité, les deux camps sont exsangues et ne pouvaient plus continuer la guerre, très coûteuse en hommes, mais aussi économiquement. Dans cet accord, le TPLF s'est engagé à déposer les armes dans les 30 jours et à permettre aux forces fédérales de réintégrer Mekele afin de rétablir l'ordre constitutionnel et de prendre le contrôle des institutions fédérales. L'accord stipule également qu'une fois que le parlement éthiopien aura retiré le TPLF de la liste des organisations terroristes, le TPLF et le gouvernement doivent nommer une administration intérimaire « inclusive » pour gouverner le Tigré jusqu'aux élections. Cette disposition représente une concession importante pour le TPLF qui avait remporté de manière écrasante les élections de septembre 2020. C'était un des points de départ de la guerre civile. Le gouvernement a promis de son côté de rétablir les services de base (téléphone, électricité, eau, coupés pendant le siège) au Tigré, et de permettre les livraisons d'aide humanitaire sans entraves. Sur ce dernier point, les choses ont avancé puisque les premiers convois humanitaires du CICR et du PAM ont pu se rendre dans le Tigré dès la semaine dernière.

Mais cet accord de paix de Pretoria, obtenu sous la pression de la communauté internationale en particulier des Etats Unis et grâce à la médiation de l'Union Africaine (UA), n'est que le cadre général régissant la fin des hostilités. Sa mise en œuvre est toujours négociée point par point. Ainsi, le 12 novembre 2022, à Nairobi cette fois, se sont retrou-

vés le tout juste promu Maréchal Berhanu Jula, chef d'état-major des Forces armées éthiopiennes (ENDF), et le Général Tadesse Worede, commandant en chef des forces rebelles du Tigré. Les deux hommes ont confirmé un « accès humanitaire à tous ceux dans le besoin » dans la région du Tigré, et la protection des travailleurs humanitaires. Mais ils sont également revenus sur le point du désarmement des Tigréens : au lieu du calendrier initial ambitieux, voire irréaliste, de 30 jours, l'accord de Nairobi accorde au TPLF plus de répit, divisant le désarmement en deux phases et, surtout, le liant au retrait des forces étrangères et autres forces non fédérales du Tigré. Pour les Tigréens, le retrait des troupes érythréennes est une demande fondamentale qui n'a pas été clairement abordée à Pretoria [1]. Les commandants militaires ont convenu que le Tigré abandonnerait les « armes lourdes » alors que les forces non fédérales se retireraient de la région, tout en reportant le délai d'abandon des armes légères aux pourparlers qui devraient se conclure le 26 novembre prochain.

Encore de nombreuses inconnues

Cet accord est donc un premier pas positif, mais on comprend vite que sa mise en œuvre ne sera pas aisée. De nombreuses questions restent en suspens qui sont autant d'inconnues pouvant provoquer un retour des combats. Par exemple, l'Erythrée va-t-elle accepter de se retirer du Tigré alors qu'on sait que le Président Issayas Afeworki considère qu'un « bon Tigréen est un Tigréen mort », pour reprendre l'expression d'un haut responsable éthio-

rien rencontré la semaine dernière. L'Erythrée n'a pas participé aux négociations, et il n'est pas sûr du tout que le Premier ministre Abiy Ahmed ait une réelle influence sur son aîné, pas plus d'ailleurs que la communauté internationale. C'est la première inconnue. Autre point de friction, les régions de Wolkaït et Raya, disputées entre Tigréens et Amhara. Rien n'est clairement prévu par l'accord de paix, sinon une référence à la Constitution éthiopienne qui prévoit la possibilité pour toute région, nation ou nationalité de lancer un référendum pour obtenir son autonomie et créer sa propre région. Le problème est que les milices Amhara, qui ne participaient pas non plus aux négociations de Pretoria, ont procédé à un véritable nettoyage ethnique des Tigréens dans certaines zones. La question se pose alors de qui voterait. Ni les Tigréens, ni les Amharas ne sont prêts à faire des concessions sur ce point. C'est la deuxième inconnue. Troisième inconnue : le TPLF, signataire de l'accord, est un parti politique. Ceux qui ont combattu sont les soldats des Forces de Défense du Tigré (TDF) composées de volontaires tigréens victimes des violences, notamment érythréennes, d'anciens militaires et hauts gradés tigréens de l'armée fédérale et d'anciens dignitaires du régime au pouvoir pendant vingt ans en Ethiopie. Le TPLF contrôle-t-il vraiment toutes ces composantes ? De jeunes chefs de guerre tigréens qui ont pris les armes pour se venger des exactions vont-ils accepter de désarmer et continuer de reconnaître les vieux leaders politiques comme leurs chefs ?

De nombreux autres conflits en cours en Ethiopie

Enfin, cet accord de paix au Tigré ne règle pas tous les problèmes de l'Ethiopie, confrontée à de nombreuses forces hostiles au régime actuel. L'Armée de Libération Oromo (OLA) par exemple s'est beaucoup renforcée ces derniers mois, et mène des attaques toutes les semaines sur des positions fédérales, tout en se rapprochant d'Addis Abeba. Certaines sources indiquent qu'à certains endroits dans la campagne oromo qui entoure la capitale, les rebelles se trouvent entre 60 et 10km de la ville. On sait que des troupes érythréennes sont également déployées en région Oromo pour lutter contre l'OLA, notamment dans le Woleyta. Enfin, et sans prétendre être exhaustif sur l'ensemble des menaces, on note que le groupe terroriste islamiste somalien Al-Shebab, affilié à Al Qaida, a lancé plusieurs incursions en Ethiopie ces derniers mois, profitant de la concentration des troupes fédérales éthiopiennes au Tigré. Al-Shabab, qui considère l'Éthiopie comme un ennemi en raison de sa longue présence militaire en Somalie en soutien au gouvernement central somalien, cherche peut-être à se créer une base arrière en Ethiopie, profitant de l'affaiblissement des ENDF. Si cela devenait effectif, de nouvelles violences et de nouveaux déplacements de populations seraient à craindre ●

[1] Cet accord stipulait, par exemple, que les parties cesseraient « la collusion avec une force extérieure hostile » à l'autre. Il s'agit des troupes érythréennes, mais aussi sans doute des milices Amhara qui ont soutenu l'ENDF.

REGARD D'EXPERT

Turkey : the Disruptive Ally ?

Publié par The Ambassador Partnership le 24 novembre 2022
(www.ambassadorllp.com)

Par Nicholas Williams Obe



Nicholas Williams OBE is a Senior Associate Fellow for the European Leadership Network (ELN). He was a long-serving member of NATO's International Staff, most recently as Head of Operations for Afghanistan and Iraq. Prior to this, Nick served in senior positions in NATO, EU, and British missions in Afghanistan, Bosnia Herzegovina, and Iraq. He began his career in the British Ministry of Defence working on defence policy and planning issues, with multiple secondments to NATO functions during the Cold War and to the French Ministry of Defence in its aftermath.

ESL & Network et Antidox sont heureux d'avoir convenu un partenariat avec The Ambassador Partnership, cabinet de conseil britannique réputé et composé d'anciens ambassadeurs spécialistes de la résolution de conflits et experts en risques politiques (www.ambassadorllp.com).

An article in the New York Times in May 2022, referred to Turkey as a "disruptive ally". It was looking ahead to NATO's June Summit in Madrid and fearing that Turkey would veto

an otherwise smooth process of Finland's and Sweden's accession to NATO. In the event, Turkey agreed that Finland and Sweden should be invited to join NATO. This followed a tough trilateral negotiation where a highly demanding President Erdogan placed tough pre-conditions on President Niinistö of Finland and Prime Minister Andersson of Sweden. Their Foreign Ministers then signed a memorandum addressing Turkey's security concerns in relation to Kurdish terrorism, paving the way for Finland's and Sweden's NATO membership.

On the face of it, it was a triumph for President Erdogan. He achieved everything he wanted; a commitment to facilitate the extradition from Sweden and Finland to Turkey of Kurdish activists accused of terrorism; a highly visible fist-bump with President Biden, thus demonstrating at home his stature as a global statesman who cannot be ignored; and a US commitment to rethink its embargo on the sale of F-16s to Turkey.

In addition, even though Turkey, in accordance with NATO treaty procedure, alongside the 29 other allies, formally invited Finland and Sweden to join NATO, their actual membership depends on one final step: the agreement by all





30 member parliaments. Only Hungary and Turkey have yet to ratify. The Turkish parliament, under the watchful sway of President Erdogan, will consider very carefully whether Turkey's highly exigent interpretation of the trilateral memorandum has been fulfilled, particularly by Sweden, where he considers that "terrorists are roaming freely." Would a Turkish parliamentary veto matter? After all, as Turkish diplomats point out, Greece held up North Macedonia's membership of NATO for nineteen years, over what all other allies considered a trivial and easily resolvable dispute over the country's name. On the contrary, they say, Turkey is objecting to something much more significant and life-threatening: terrorism within and just beyond its borders. As the bomb attack in Istanbul on 13 November 2022 proved, the terrorist threat to Turkey is real and persistent. It is quite legitimate for an ally to object to the membership of a country which does not meet the criteria of membership and has an allegedly lax approach to terrorism. After all, NATO in its new Strategic Concept, also agreed at June's Madrid Summit, considers terrorism as one of the two threats facing the Alliance, alongside Russia.

Nevertheless, the accession of Sweden and Finland matters a great deal to NATO, and particularly to the United States. Without them - that is to say, without the hinterland and springboard that Sweden and Finland would provide to NATO's military planners - it would be difficult, exorbitantly costly and probably impossible to defend the three exposed Baltic states on NATO's north-eastern flank. Northern European allies are all adamant in wanting to see the speediest possible and full integration of the two Nordic countries into NATO's strategic defence planning. The United States is equally keen. At a time when the United States is facing up to its Chinese strategic competitor, it would like the significant assistance that Sweden and Finland can contribute to NATO's

regional defence against Russia. The more that the Europeans can do to defend themselves regionally, the fewer military resources the United States will have to commit to NATO's defence. Both Swedish and Finnish membership of NATO is therefore within the logic of the US "pivot" towards Asia.

As for Russia, Turkey's position in NATO is not so much disruptive as what could be called anomalous. All Summit leaders, including Erdogan [1], agreed in Madrid that Russia is "the most significant and direct threat to Allies' security". By putting Turkey's fight against Kurdish terrorism as its absolute and only priority in relation to the membership of Sweden and Finland, it relativises the threat from Russia. Moreover, it gives the impression that the Russian problem is of passing concern. Unlike all other allies, Turkey has not imposed sanctions, and Erdogan even held a Summit with Putin in Sochi in August 2022, at the height of Russian military success, with the aim of boosting trade between the two countries. Other allies understand that Turkey has to perform a difficult balancing act between Ukraine and Russia, and is even helpful, as a Black Sea intermediary, between Russia and Ukraine. Nevertheless, they consider it inconsistent and paradoxical for Turkey to be so demanding in relation to membership of Sweden and Finland, but so understanding in relation to Russia, the "most significant and direct threat" to NATO.

The episode of Turkey's resistance to Swedish and Finnish membership of NATO is an outward and visible sign of a profounder shift in Turkey's geo-strategic position. The arguments for Turkey being an asset to the Alliance are well known [2], but need to be updated. In the Cold War, Turkey's geographical position, with a border with the Soviet Union, ensured its value to the Alliance, most significantly as a bulwark of the southern flank. The strategic value of the Black Sea in bottling up Russia has replaced it. And as Daalder, a former US

Ambassador to NATO, argues, Turkey still retains its strategic importance for access to and stabilisation of the Middle East.

But Erdogan's threats to Greece (Turkey "can come suddenly one night") is a sign that he is willing to contemplate the unthinkable: an attack of one ally against another. That would mean an irrevocable break with the US, Alliance generally and the European Union. There is an argument that next year's presidential elections in Turkey are provoking Erdogan to talk tough, after which, should he win, he will revert to Turkey's traditional judicious balancing of its European interests against its Asian and regional preoccupations. For the sake of NATO and Turkey - and not least Greece - let us hope that this is true. Otherwise, the consequences would be truly disruptive ●

[1] Madrid Summit Declaration, issued by Heads of State and Government, paragraph 5, 29 June, 2022.

[2] Recently reformulated as a minimalist case, "better in than out", by Ivo Daalder, former US ambassador to NATO: <https://www.politico.eu/article/turkey-difficult-ally-west-recep-erdogan-russia-vladimir-putin/>

REGARD D'EXPERT

Gas, un réseau social qui fait du bien à ses utilisateur·rice·s ?

Par Félix Midoux



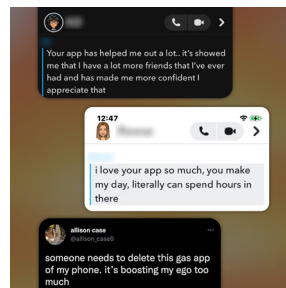
Diplômé de l'Université de Lille et de Sciences Po Aix-en-Provence, Félix a commencé son parcours professionnel en politique, d'abord en agence de lobbying, puis au sein du cabinet d'un maire d'Ile-de-France. Il y a développé une appétence pour le thought leadership.

YASN*. Gas, uniquement disponible sur iPhone, a récemment rejoint la longue liste des réseaux sociaux. Dépourvue d'un fil d'actualité, de pages sur lesquelles poster ou d'un espace de messagerie, son design rend l'application hermétique aux fakes news, aux campagnes de désinformation et – pour l'instant – aux critiques faites sur les effets néfastes des réseaux sociaux sur la santé mentale de leurs utilisateur·rice·s. La valeur ajoutée de l'application se situe ailleurs : assurer le bien-être de ses utilisateur·rice·s. A cheval entre deux époques, Gas témoigne aussi de la fin d'une époque pour les réseaux sociaux tels que nous les connaissons. Créée en août 2022 par l'un des cofondateurs de Tbh, rachetée par Facebook avant de rapidement être mise à l'arrêt, l'application en reprend les codes visuels de son ancêtre : quelques boutons disposés sur un fond coloré permettent à l'utilisateur·rice de répondre à la question qui leur est posée. Le principe est simple : amener les lycéen·ne·s à s'exprimer positivement les uns envers les autres. Après avoir renseigné leur lycée, les étudiant·e·s se voient proposés de sélectionner anonymement l'un·e de leurs camarades dans des questions à choix multiple (rédigées par l'application) : « pourrait regarder

une éclipse sans lunettes spéciales », « partant pour avoir un rencard avec cette personne », « son sourire me fait fondre le cœur », etc. Les personnes sélectionnées sont ensuite notifiées par une flamme, sans que le nom du votant ne soit dévoilé. Encore indisponible en Europe, l'application s'ouvre progressivement dans les différents États aux États-Unis.

UNE APPLICATION QUI PREND SOIN DE SES UTILISATEUR·RICE·S

Après la mise en valeur de l'authenticité avec BeReal, la Gen Z (1997-2010) trouverait en Gas de la bienveillance... et une dose d'égo-boost ? Gas réussit en effet à combler un espace encore inoccupé : les réseaux sociaux qui font se sentir bien, sans les revers induits par la mise en image de soi. Longtemps accusés de recourir à divers mécanismes destinés à conserver l'attention des utilisateur·rice·s, en dépit d'études signalant les impacts négatifs sur la santé mentale des individus, Find Your Crush (développeur de l'application) a conçu l'application en ayant en tête de nourrir l'égo de ses utilisateur·rice·s. Gas communique largement sur les commentaires élogieux qu'elle reçoit allant dans ce sens. Notons néanmoins qu'elle ne prend pas totalement ses distances avec les mécanismes classiques d'addiction, les likes étant ici substitués par des flammes.



Las d'une époque ?

Gas apparaît dans un contexte de désintérêt pour les réseaux sociaux autrefois en position quasi-hégémonique, et à un moment où les acteurs du secteur multiplient les plans de licenciements. A cheval entre deux modèles, celle des social networks traditionnels reposant sur la connexion entre les individus, et des social media où le lien entre les individus a laissé place à la consommation de contenus en masse, l'application témoigne de la fin d'une époque.

Un futur fragile

Le destin de Gas reste néanmoins largement incertain. Le modèle économique de l'application repose pour l'instant sur un abonnement payant permettant aux utilisateur·rice·s de récupérer des indices sur le nom des individus ayant répondu à l'un des sondages. Le succès soudain de l'application appelle à la prudence, malgré la stratégie adoptée de ne s'ouvrir que progressivement à de nouveaux marchés. L'expérience passée de Tbh montre que l'attention pourrait rapidement redescendre ●

*Yet another social network

À propos de nous



Xavier DESMAISON
CEO

x.desmaison@antidox.fr

Antidox est un cabinet de conseil en stratégie de communication et d'opinion à forte dominante digitale. Antidox positionne les dirigeants au cœur des débats d'idées et connecte les organisations à leur écosystème : des décideurs aux influenceurs, des consommateurs aux collaborateurs.



Alexandre MEDVEDOWSKY
Président du Directoire

aalexandrem@eslnetwork.com

Le Groupe ESL & Network s'est imposé comme l'un des leaders français et européens de l'intelligence économique, de l'accompagnement stratégique et des affaires publiques. ESL & Network conseille aujourd'hui les plus grandes entreprises françaises et les accompagne dans leurs décisions stratégiques, en France comme à l'international. Le Groupe conseille également des États et gouvernements.